



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 90

**Loi modifiant diverses dispositions
législatives concernant les finances
des municipalités et des organismes
intermunicipaux**

Présentation

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi apporte plusieurs modifications aux lois qui régissent les aspects financiers de l'administration des municipalités et des organismes intermunicipaux.

L'objectif principal de ce projet de loi est de favoriser de façon permanente la stabilisation du régime fiscal municipal. En ce sens, il introduit différentes mesures propres à atténuer ou même éliminer le phénomène des hausses brusques et répétées des taxes foncières et celui des déplacements du fardeau fiscal entre catégories de contribuables.

La plus importante de ces mesures est l'instauration du régime des rôles d'évaluation triennaux, assorti d'une possibilité d'étaler les hausses ou les baisses de valeur imposable constatées lors de l'entrée en vigueur de chaque rôle triennal.

Ce régime s'appliquera dès 1989 à la Communauté urbaine de Montréal et au plus tard en 1992 ailleurs au Québec. Tout organisme municipal compétent en matière d'évaluation, autre que cette Communauté, pourra cependant décider de faire les premiers rôles triennaux des municipalités assujetties à sa compétence à compter d'un exercice antérieur à celui de 1992.

L'étalement des variations de valeur constatées à la suite de l'entrée en vigueur d'un rôle triennal permettra à la municipalité qui s'en prévaut d'imposer les immeubles de son territoire, pour les deux premiers exercices, sur la base d'une autre valeur que celle qui est inscrite au rôle. Pour le premier exercice, cette autre valeur correspond à celle qui était inscrite au rôle précédent, majorée ou diminuée du tiers de la hausse ou de la baisse de valeur constatée; pour le deuxième exercice, le même calcul est fait, mais cette fois avec la fraction des deux tiers.

Le régime des rôles d'évaluation triennaux aura diverses conséquences sur plusieurs aspects de l'administration municipale. Notamment, dans les organismes intermunicipaux où le partage des

dépenses se fait en fonction des valeurs inscrites au rôle, l'étalement de ces valeurs sera appliqué si tous les rôles sont triennaux, de telle sorte que les variations annuelles dans les quotes-parts de chaque municipalité seront atténuées et pourront être prévues dans la planification budgétaire.

Par ailleurs, les plaintes à l'égard du rôle triennal déposé ne seront permises, de façon générale, qu'au cours des sept mois qui suivent le dépôt.

Deux autres mesures prévues par ce projet de loi ont pour objectif, comme l'instauration du régime des rôles triennaux, de diminuer les hausses brusques des taxes et les déplacements fiscaux causés par l'utilisation généralisée de la valeur foncière ou locative comme base d'imposition.

D'une part, les municipalités seront désormais autorisées, dans la mesure prévue par décret gouvernemental, à utiliser un mode de tarification plutôt qu'une taxe basée sur la valeur immobilière pour financer leurs biens, services et activités et leurs quotes-parts des dépenses des organismes intermunicipaux; de même, ces organismes pourront utiliser un critère ne faisant pas appel aux valeurs immobilières pour répartir leurs dépenses entre les municipalités qui en sont membres.

D'autre part, la date à laquelle on considère les conditions du marché pour fixer la valeur réelle d'un immeuble sera devancée de six mois. Ce changement aura pour effet de diminuer la hausse de valeur qui aurait autrement été reflétée dans le premier rôle affecté par le changement.

Outre les mesures de stabilisation du régime fiscal municipal, ce projet de loi apporte diverses modifications de nature à affecter les recettes fiscales des municipalités.

D'abord, à l'égard des immeubles des établissements d'éducation, de santé ou de services sociaux, le gouvernement continuera à payer sa pleine compensation même si l'immeuble est occupé entièrement ou partiellement par quelqu'un d'autre que son propriétaire.

Par ailleurs, sont désormais exempts de taxes foncières les immeubles d'une coopérative ou d'un organisme à but non lucratif titulaire d'un permis de garde en halte-garderie ou d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial. Les familles d'accueil, elles, sont dorénavant exemptées du paiement de la taxe d'affaires.

Au niveau intermunicipal, le projet de loi simplifie considérablement les règles relatives aux programmes triennaux d'immobilisations des organismes intermunicipaux; notamment, là où elle existe actuellement, l'obligation d'obtenir l'approbation gouvernementale de ces programmes est supprimée.

Enfin, le projet de loi contient diverses autres modifications aux dispositions financières des lois municipales. Notamment, plusieurs chiffres actuellement figés dans ces dispositions pourront être remplacés par des règlements ministériels permettant un ajustement périodique.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

1° La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1);

2° la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

3° le Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);

4° la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1);

5° la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2);

6° la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3);

7° la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70);

8° la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1);

9° la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42);

10° la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32);

11° la Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, chapitre 19).

Projet de loi 90

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances des municipalités et des organismes intermunicipaux

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME

1. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 205.1, du suivant:

«**205.2** Lorsque le critère de répartition des dépenses visées au premier alinéa de l'article 205 est l'évaluation uniformisée des immeubles imposables et que les rôles d'évaluation de toutes les municipalités devant contribuer au paiement de ces dépenses sont triennaux, on utilise, dans le cas des dépenses de chacun des premier et deuxième exercices financiers auxquels s'applique le rôle de la municipalité, son évaluation uniformisée des immeubles imposables établie pour le premier exercice et ajustée.

On détermine cette évaluation ajustée en utilisant, au lieu de leurs valeurs inscrites au rôle, les valeurs ajustées qui s'appliqueraient à certaines unités d'évaluation, aux fins de l'imposition des taxes foncières et des compensations qui en tiennent lieu pour ce premier ou deuxième exercice, selon le cas, en vertu des articles 253.27 à 253.34 de la Loi sur la fiscalité municipale, si à l'article 253.28 de cette loi:

1° la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 de cette loi pour le premier exercice était remplacée par la date du dépôt du rôle triennal;

2° la fin de l'exercice précédant le premier exercice était remplacée par la veille du dépôt du rôle triennal.

Pour la répartition des dépenses du troisième exercice auquel s'applique le rôle triennal de la municipalité, on utilise son évaluation uniformisée des immeubles imposables établie pour le premier exercice, à la date du dépôt du rôle, et non ajustée.

Tout renvoi à l'évaluation uniformisée des immeubles imposables d'une municipalité, au sens de la présente loi, vise également l'évaluation, ajustée ou non, prévue au présent article, le cas échéant. ».

LOI SUR LES CITÉS ET VILLES

2. L'article 110 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

3. L'article 468.51.1 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du nombre «467.10» par le nombre «467.10.6»;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, de «30 septembre» par «31 octobre».

CODE MUNICIPAL DU QUÉBEC

4. L'article 620.1 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne, du nombre «535» par le nombre «535.6»;

2° par le remplacement, dans la troisième ligne du paragraphe 2°, de «30 septembre» par «31 octobre».

5. L'article 681 de ce code est modifié par l'addition, après le paragraphe 6, du suivant:

«7. Lorsque le critère de répartition entre plusieurs corporations municipales de dépenses visées par le présent code est l'évaluation uniformisée des biens-fonds imposables et que les rôles d'évaluation de toutes les corporations devant contribuer au paiement de ces dépenses sont triennaux, on utilise, dans le cas des dépenses de chacun des premier et deuxième exercices financiers auxquels s'applique le rôle de la corporation, son évaluation uniformisée des biens-fonds imposables établie pour le premier exercice et ajustée.

On détermine cette évaluation ajustée en utilisant, au lieu de leurs valeurs inscrites au rôle, les valeurs ajustées qui s'appliqueraient à certaines unités d'évaluation, aux fins de l'imposition des taxes foncières et des compensations qui en tiennent lieu pour ce premier ou deuxième exercice, selon le cas, en vertu des articles 253.27 à 253.34 de la Loi sur la fiscalité municipale, si à l'article 253.28 de cette loi :

1° la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 de cette loi pour le premier exercice était remplacée par la date du dépôt du rôle triennal ;

2° la fin de l'exercice précédant le premier exercice était remplacée par la veille du dépôt du rôle triennal.

Pour la répartition des dépenses du troisième exercice auquel s'applique le rôle triennal de la corporation, on utilise son évaluation uniformisée des biens-fonds imposables établie pour le premier exercice, à la date du dépôt du rôle, et non ajustée.

Tout renvoi à l'évaluation uniformisée des biens-fonds imposables d'une corporation municipale, au sens du deuxième alinéa du paragraphe 6, vise également l'évaluation, ajustée ou non, prévue au présent paragraphe, le cas échéant. ».

6. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 973, des suivants :

« **973.1** Dans la mesure où le gouvernement le permet, le conseil de toute municipalité régionale de comté peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses dépenses sont réparties entre les municipalités locales soumises à sa compétence selon le critère qu'il détermine et qui n'est pas lié à la valeur foncière ou locative des immeubles ou des places d'affaires situés sur le territoire de ces municipalités.

Il peut établir des catégories de dépenses et prévoir que le critère s'applique à l'une et non à l'autre ou prévoir des critères différents pour chacune.

Ce pouvoir est visé par le deuxième alinéa de l'article 188 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1).

« **973.2** Le critère doit être équitable, compte tenu du bénéfice reçu par la municipalité locale, ses habitants et ses contribuables quant au bien, au service ou à l'activité de la municipalité régionale de comté générant les dépenses réparties en fonction de ce critère.

Le critère n'est pas inéquitable du seul fait que les recettes qu'il produit excèdent les dépenses attribuables au bien, au service ou à l'activité, si l'excédent est raisonnable et justifié par des motifs de saine administration comme la nécessité de normaliser la demande, de tenir compte de la concurrence et de préparer l'éventuel remplacement des biens ou, dans le cas où le critère est un prix exigé de façon ponctuelle lors de l'utilisation d'un bien ou d'un service, si l'excédent est dû à une utilisation plus fréquente que prévu.

« **973.3** Le règlement peut prévoir qu'une dépense est répartie en fonction à la fois du critère qu'il fixe et du critère prévu par une autre disposition législative applicable, selon les proportions qu'il détermine.

« **973.4** Le règlement peut prévoir l'utilisation d'instruments de mesure pour permettre le calcul du montant à payer et prévoir les règles relatives à l'installation, à l'entretien et à la consultation de ces instruments et les conséquences d'un manquement à ces règles, notamment quant à l'établissement d'un montant payable par la municipalité locale pour laquelle les instruments ne peuvent remplir leur fonction.

« **973.5** Les articles 973.1 à 973.4 s'appliquent malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale. ».

7. L'article 989 de ce code est modifié par la suppression du quatrième alinéa.

8. L'article 991 de ce code est modifié par la suppression du quatrième alinéa.

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

9. L'article 144 de la Loi sur la Communauté régionale de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifié :

1° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« Les programmes adoptés doivent être transmis au ministre au plus tard le 31 octobre précédant le début du premier exercice qu'ils visent. Dans le même délai, celui de la Communauté doit être transmis au ministre de l'Environnement et celui de la Commission de transport au ministre des Transports. Sur preuve suffisante que la Communauté est dans l'impossibilité en fait d'adopter et de transmettre un programme dans le délai prévu, le ministre peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe. » ;

2° par la suppression du cinquième alinéa;

3° par le remplacement du sixième alinéa par le suivant:

« Lorsqu'il est transmis au ministre, tout règlement d'emprunt de la Communauté ou de la Commission de transport relatif à des immobilisations en matière d'assainissement des eaux ou de transport en commun doit, pour être approuvé, être accompagné d'un écrit du ministre de l'Environnement ou des Transports, selon le cas, autorisant ces immobilisations. ».

10. L'article 193 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les seizième et dix-septième lignes du premier alinéa, des mots « avec l'approbation du gouvernement, soit en proportion à la fois de plusieurs de ces critères » par les mots « , soit en proportion à la fois de plusieurs de ces critères ».

11. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 193, du suivant:

« **193.1** Lorsque le critère de répartition entre plusieurs municipalités de dépenses visées par la présente loi est le potentiel fiscal et que les rôles d'évaluation de toutes les municipalités devant contribuer au paiement de ces dépenses sont triennaux, on utilise, dans le cas des dépenses de chacun des premier et deuxième exercices financiers auxquels s'applique le rôle de la municipalité, son potentiel fiscal établi pour le premier exercice et ajusté.

On détermine ce potentiel ajusté en utilisant, au lieu de leurs valeurs inscrites au rôle, les valeurs ajustées qui s'appliqueraient à certaines unités d'évaluation ou places d'affaires, aux fins de l'imposition des taxes foncières ou d'affaires et des compensations qui en tiennent lieu pour ce premier ou deuxième exercice, selon le cas, en vertu des articles 253.27 à 253.34 de la Loi sur la fiscalité municipale, si à l'article 253.28 de cette loi:

1° la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 de cette loi pour le premier exercice était remplacée par la date du dépôt du rôle triennal;

2° la fin de l'exercice précédant le premier exercice était remplacée par la veille du dépôt du rôle triennal.

Pour la répartition des dépenses du troisième exercice auquel s'applique le rôle triennal de la municipalité, on utilise son potentiel fiscal établi pour le premier exercice, à la date du dépôt du rôle, et non ajusté.

Tout renvoi au potentiel fiscal d'une municipalité, au sens de la présente loi, vise également le potentiel, ajusté ou non, prévu au présent article, le cas échéant. ».

12. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 268, des suivants :

« **268.1** Dans la mesure où le gouvernement le permet, le Conseil peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses dépenses sont réparties entre les municipalités selon le critère qu'il détermine et qui n'est pas lié à la valeur foncière ou locative des immeubles ou des places d'affaires situés sur le territoire des municipalités.

Il peut établir des catégories de dépenses et prévoir que le critère s'applique à l'une et non à l'autre ou prévoir des critères différents pour chacune.

« **268.2** Le critère doit être équitable, compte tenu du bénéfice reçu par la municipalité, ses habitants et ses contribuables quant au bien, au service ou à l'activité de la Communauté générant les dépenses réparties en fonction de ce critère.

Le critère n'est pas inéquitable du seul fait que les recettes qu'il produit excèdent les dépenses attribuables au bien, au service ou à l'activité, si l'excédent est raisonnable et justifié par des motifs de saine administration comme la nécessité de normaliser la demande, de tenir compte de la concurrence et de préparer l'éventuel remplacement des biens ou, dans le cas où le critère est un prix exigé de façon ponctuelle lors de l'utilisation d'un bien ou d'un service, si l'excédent est dû à une utilisation plus fréquente que prévu.

« **268.3** Le règlement peut prévoir qu'une dépense est répartie en fonction à la fois du critère qu'il fixe et du critère prévu par une autre disposition législative applicable, selon les proportions qu'il détermine.

« **268.4** Le règlement peut prévoir l'utilisation d'instruments de mesure pour permettre le calcul du montant à payer et prévoir les règles relatives à l'installation, à l'entretien et à la consultation de ces instruments et les conséquences d'un manquement à ces règles, notamment quant à l'établissement d'un montant payable par la municipalité pour laquelle les instruments ne peuvent remplir leur fonction.

« **268.5** Les articles 268.1 à 268.4 s'appliquent malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale. ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

13. L'article 220 de la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.2) est modifié :

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa et après le mot « respectif », des mots « établi pour le premier exercice auquel s'applique leur rôle triennal et, le cas échéant, ajusté conformément au quatrième alinéa » ;

2° par l'insertion, après le troisième alinéa, des suivants :

« Pour la répartition des dépenses de chacun des premier et deuxième exercices auxquels s'applique le rôle triennal d'une municipalité, on utilise son potentiel fiscal établi pour le premier exercice et ajusté. On détermine ce potentiel ajusté en utilisant, au lieu de leurs valeurs inscrites au rôle, les valeurs ajustées qui s'appliqueraient à certaines unités d'évaluation ou places d'affaires, aux fins de l'imposition des taxes foncières ou d'affaires et des compensations qui en tiennent lieu pour ce premier ou deuxième exercice, selon le cas, en vertu des articles 253.27 à 253.34 de la Loi sur la fiscalité municipale, si à l'article 253.28 de cette loi :

1° la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 de cette loi pour le premier exercice était remplacée par la date du dépôt du rôle triennal ;

2° la fin de l'exercice précédant le premier exercice était remplacée par la veille du dépôt du rôle triennal.

Pour la répartition des dépenses du troisième exercice auquel s'applique le rôle triennal d'une municipalité, on utilise son potentiel fiscal établi pour le premier exercice, à la date du dépôt du rôle, et non ajusté. » ;

3° par le remplacement, dans la neuvième ligne du cinquième alinéa, du mot « quatrième » par le mot « sixième » ;

4° par le remplacement, dans la sixième ligne du quatorzième alinéa, du mot « onzième » par le mot « treizième » ;

5° par l'insertion, dans la troisième ligne du seizième alinéa et après le mot « locatives », des mots « , pour chaque exercice auquel s'appliquent les rôles ; dans le cas des évaluations totales pour les premier et deuxième exercices, les valeurs inscrites au rôle des unités d'évaluation et des places d'affaires concernées sont remplacées par les valeurs ajustées prévues au quatrième alinéa » ;

6° par le remplacement du dix-septième alinéa par le suivant :

« L'état des évaluations totales est basé sur les rôles triennaux comme ils existent à la date de leur dépôt. Après le dépôt d'un nouveau rôle en remplacement d'un rôle cassé ou déclaré nul, l'évaluateur dresse un nouvel état des évaluations totales, qui sert à la préparation de nouvelles quotes-parts conformément au présent article. » ;

7° par l'addition de l'alinéa suivant :

« Tout renvoi au potentiel fiscal d'une municipalité, au sens de la présente loi, vise le potentiel établi pour le premier exercice auquel s'applique le rôle de la municipalité, ajusté ou non selon ce que prévoient les quatrième et cinquième alinéas. ».

14. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 220, des suivants :

« **220.1** Dans la mesure où le gouvernement le permet, le Conseil peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses dépenses sont réparties entre les municipalités selon le critère qu'il détermine et qui n'est pas lié à la valeur foncière ou locative des immeubles ou des places d'affaires situés sur le territoire des municipalités.

Il peut établir des catégories de dépenses et prévoir que le critère s'applique à l'une et non à l'autre ou prévoir des critères différents pour chacune.

« **220.2** Le critère doit être équitable, compte tenu du bénéfice reçu par la municipalité, ses habitants et ses contribuables quant au bien, au service ou à l'activité de la Communauté générant les dépenses réparties en fonction de ce critère.

Le critère n'est pas inéquitable du seul fait que les recettes qu'il produit excèdent les dépenses attribuables au bien, au service ou à l'activité, si l'excédent est raisonnable et justifié par des motifs de saine administration comme la nécessité de normaliser la demande, de tenir compte de la concurrence et de préparer l'éventuel remplacement des biens ou, dans le cas où le critère est un prix exigé de façon ponctuelle lors de l'utilisation d'un bien ou d'un service, si l'excédent est dû à une utilisation plus fréquente que prévu.

« **220.3** Le règlement peut prévoir qu'une dépense est répartie en fonction à la fois du critère qu'il fixe et du critère prévu par une autre disposition législative applicable, selon les proportions qu'il détermine.

« **220.4** Le règlement peut prévoir l'utilisation d'instruments de mesure pour permettre le calcul du montant à payer et prévoir les règles relatives à l'installation, à l'entretien et à la consultation de ces instruments et les conséquences d'un manquement à ces règles, notamment quant à l'établissement d'un montant payable par la municipalité pour laquelle les instruments ne peuvent remplir leur fonction.

« **220.5** Les articles 220.1 à 220.4 s'appliquent malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale. ».

15. L'article 223 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du troisième alinéa et après le mot « ministre », des mots « , ainsi qu'aux ministres de l'Environnement et des Transports, »;

2° par la suppression du cinquième alinéa;

3° par le remplacement du sixième alinéa par le suivant:

« Lorsqu'il est transmis au ministre, tout règlement d'emprunt de la Communauté relatif à des immobilisations en matière d'assainissement des eaux ou de transport en commun doit, pour être approuvé, être accompagné d'un écrit du ministre de l'Environnement ou des Transports, selon le cas, autorisant ces immobilisations. ».

16. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 306.8, du suivant:

« **306.8.1** Malgré les articles 306.1, 306.2 et 306.8, la Société peut, par règlement, décréter que toute répartition prévue à l'un de ces articles est faite entre les municipalités de son territoire en fonction du nombre de kilomètres parcourus sur le territoire de chacune par les véhicules de la Société au cours de l'exercice précédent, du nombre d'heures pendant lesquelles chaque véhicule de la Société a circulé sur le territoire de chacune au cours de l'exercice précédent, de la population de chacune, du potentiel fiscal de chacune ou de tout autre critère déterminé par la Société ou en fonction de plusieurs de ces critères dans la proportion fixée par la Société.

Le nombre de kilomètres parcourus et le nombre d'heures pendant lesquelles chaque véhicule de la Société a circulé sur le territoire de chaque municipalité peuvent être établis par échantillonnage.

La Société n'est pas obligée de répartir les déficits d'exploitation afférents aux divers modes de transport en commun ni les déficits

d'exploitation afférents à divers circuits d'un même mode de transport en commun entre les mêmes municipalités ou selon les mêmes critères.

Si la Société se prévaut du présent article et si un remboursement prévu à l'article 306.8 doit être effectué, il l'est en fonction du critère de répartition fixé pour l'exercice visé. ».

17. L'article 306.31 de cette loi est modifié par la suppression du troisième alinéa.

18. L'article 306.32 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **306.32** Lorsqu'il est transmis au ministre des Affaires municipales, tout règlement d'emprunt de la Société relatif à des immobilisations en matière de transport en commun doit, pour être approuvé, être accompagné d'un écrit du ministre des Transports autorisant ces immobilisations. ».

LOI SUR LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

19. La Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3) est modifiée par l'insertion, après l'article 129, du suivant :

« **129.1** Lorsque le critère de répartition entre plusieurs municipalités de dépenses visées par la présente loi est le potentiel fiscal et que les rôles d'évaluation de toutes les municipalités devant contribuer à ces dépenses sont triennaux, on utilise, dans le cas des dépenses de chacun des premier et deuxième exercices financiers auxquels s'applique le rôle de la municipalité, son potentiel fiscal établi pour le premier exercice et ajusté.

On détermine ce potentiel ajusté en utilisant, au lieu de leurs valeurs inscrites au rôle, les valeurs ajustées qui s'appliqueraient à certaines unités d'évaluation ou places d'affaires, aux fins de l'imposition des taxes foncières ou d'affaires et des compensations qui en tiennent lieu pour ce premier ou deuxième exercice, selon le cas, en vertu des articles 253.27 à 253.34 de la Loi sur la fiscalité municipale, si à l'article 253.28 de cette loi :

1° la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 de cette loi pour le premier exercice était remplacée par la date du dépôt du rôle triennal;

2° la fin de l'exercice précédant le premier exercice était remplacée par la veille du dépôt du rôle triennal.

Pour la répartition des dépenses du troisième exercice auquel s'applique le rôle triennal de la municipalité, on utilise son potentiel fiscal établi pour le premier exercice, à la date du dépôt du rôle, et non ajusté.

Tout renvoi au potentiel fiscal d'une municipalité, au sens de la présente loi, vise également le potentiel, ajusté ou non, prévu au présent article, le cas échéant. ».

20. L'article 158 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« Les programmes adoptés doivent être transmis au ministre au plus tard le 31 octobre précédant le début du premier exercice qu'ils visent. Dans le même délai, celui de la Communauté doit être transmis au ministre de l'Environnement et celui de la Commission de transport au ministre des Transports. Sur preuve suffisante que la Communauté est dans l'impossibilité en fait d'adopter et de transmettre un programme dans le délai prévu, le ministre peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe. »;

2° par la suppression du cinquième alinéa;

3° par le remplacement du sixième alinéa par le suivant:

« Lorsqu'il est transmis au ministre, tout règlement d'emprunt de la Communauté ou de la Commission de transport relatif à des immobilisations en matière d'assainissement des eaux ou de transport en commun doit, pour être approuvé, être accompagné d'un écrit du ministre de l'Environnement ou des Transports, selon le cas, autorisant ces immobilisations. ».

21. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 211, du suivant:

« **211.1** Malgré l'article 211, la Commission de transport peut, par règlement, décréter que le déficit est réparti entre les municipalités mentionnées à l'annexe B en fonction du nombre de kilomètres parcourus sur le territoire de chacune par les véhicules de la Commission au cours de l'exercice précédent, du nombre d'heures pendant lesquelles chaque véhicule de la Commission a circulé sur le territoire de chacune au cours de l'exercice précédent, de la population

de chacune, du potentiel fiscal de chacune ou de tout autre critère déterminé par la Commission ou en fonction de plusieurs de ces critères dans la proportion fixée par la Commission.

Le nombre de kilomètres parcourus et le nombre d'heures pendant lesquelles chaque véhicule de la Commission a circulé sur le territoire de chaque municipalité peuvent être établis par échantillonnage.

La Commission n'est pas obligée de répartir les déficits d'exploitation afférents aux divers modes de transport en commun ni les déficits d'exploitation afférents à divers circuits d'un même mode de transport en commun entre les mêmes municipalités ou selon les mêmes critères. ».

22. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 252, des suivants :

« **252.1** Dans la mesure où le gouvernement le permet, le Conseil peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses dépenses sont réparties entre les municipalités selon le critère qu'il détermine et qui n'est pas lié à la valeur foncière ou locative des immeubles ou des places d'affaires situés sur le territoire des municipalités.

Il peut établir des catégories de dépenses et prévoir que le critère s'applique à l'une et non à l'autre ou prévoir des critères différents pour chacune.

« **252.2** Le critère doit être équitable, compte tenu du bénéfice reçu par la municipalité, ses habitants et ses contribuables quant au bien, au service ou à l'activité de la Communauté générant les dépenses réparties en fonction de ce critère.

Le critère n'est pas inéquitable du seul fait que les recettes qu'il produit excèdent les dépenses attribuables au bien, au service ou à l'activité, si l'excédent est raisonnable et justifié par des motifs de saine administration comme la nécessité de normaliser la demande, de tenir compte de la concurrence et de préparer l'éventuel remplacement des biens ou, dans le cas où le critère est un prix exigé de façon ponctuelle lors de l'utilisation d'un bien ou d'un service, si l'excédent est dû à une utilisation plus fréquente que prévu.

« **252.3** Le règlement peut prévoir qu'une dépense est répartie en fonction à la fois du critère qu'il fixe et du critère prévu par une autre disposition législative applicable, selon les proportions qu'il détermine.

«**252.4** Le règlement peut prévoir l'utilisation d'instruments de mesure pour permettre le calcul du montant à payer et prévoir les règles relatives à l'installation, à l'entretien et à la consultation de ces instruments et les conséquences d'un manquement à ces règles, notamment quant à l'établissement d'un montant payable par la municipalité pour laquelle les instruments ne peuvent remplir leur fonction.

«**252.5** Les articles 252.1 à 252.4 s'appliquent malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale. ».

LOI SUR LES CORPORATIONS MUNICIPALES ET INTERMUNICIPALES DE TRANSPORT

23. L'article 85 de la Loi sur les corporations municipales et intermunicipales de transport (L.R.Q., chapitre C-70) est modifié :

1° par le remplacement, dans les huitième, neuvième et dixième lignes du deuxième alinéa, des mots «règlement du gouvernement, soit en proportion de l'un ou de plusieurs de ces critères» par les mots «la corporation, soit en proportion à la fois de plusieurs de ces critères» ;

2° par le remplacement, dans la septième ligne du quatrième alinéa, de «s'applique, en l'adaptant» par «et, le cas échéant, le paragraphe 7 de cet article s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires».

24. L'article 93 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la cinquième ligne du premier alinéa, des mots «de chaque municipalité» par les mots «des deux tiers des municipalités» ;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

«Tout règlement adopté en vertu du présent article doit être transmis au ministre des Transports et au ministre des Affaires municipales au plus tard le 31 octobre précédant le début du premier exercice financier que vise le programme. Sur preuve que la corporation est dans l'impossibilité en fait de faire approuver ce programme par les deux tiers des municipalités dont le territoire est soumis à sa compétence ou de faire la transmission dans le délai requis, le ministre des Transports peut lui accorder tout délai additionnel qu'il fixe. » ;

3° par la suppression du cinquième alinéa ;

4° par le remplacement du sixième alinéa par le suivant :

« Lorsqu'il est transmis au ministre des Affaires municipales, tout règlement d'emprunt de la corporation relatif à des immobilisations en matière de transport en commun doit, pour être approuvé, être accompagné d'un écrit du ministre des Transports autorisant ces immobilisations. ».

25. L'article 93.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne, des mots « de toutes les » par les mots « des deux tiers des ».

26. L'article 94 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Tout emprunt doit être approuvé, par règlement, par le conseil des deux tiers des municipalités dont le territoire est soumis à la compétence de la corporation. ».

LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

27. L'article 5 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) est modifié :

1° par le remplacement, dans la première ligne, de « Sous réserve de l'article 4, une » par « Une » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 2°, de « de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) » par « du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1) ».

28. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « dont conviennent la municipalité et les corporations municipales » par les mots « qu'elle détermine par règlement ».

29. L'article 11 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **11.** Si la municipalité ne détermine pas un autre critère de répartition, les dépenses visées à l'article 10 sont réparties entre les corporations municipales en proportion de leur potentiel fiscal. ».

30. L'article 14 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Toutefois, une municipalité assujettie au régime des rôles triennaux fait confectionner le rôle tous les trois ans pour trois exercices financiers municipaux consécutifs. ».

31. L'article 46 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « janvier précédant le dépôt du rôle » par les mots « juillet du deuxième exercice qui précède celui pour lequel le rôle est fait ou, dans le cas d'un rôle triennal, qui précède le premier des exercices pour lesquels il est fait ».

32. L'article 70 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot « septembre », des mots « précédant son entrée en vigueur ».

33. L'article 71 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « septembre », des mots « précédant son entrée en vigueur ».

34. L'article 72 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « novembre », du mot « précédent ».

35. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 72, du suivant :

« **72.1** Lorsqu'un rôle triennal n'est pas déposé conformément à l'article 70 ou 71 et que le rôle précédent s'applique pour un exercice financier supplémentaire conformément à l'article 72, l'évaluateur est tenu de déposer un nouveau rôle entre le 15 août et le 15 septembre de cet exercice pour les deux exercices suivants. Ce nouveau rôle est assimilé à un rôle triennal et le deuxième exercice auquel il s'applique est assimilé au troisième exercice d'un tel rôle. Si le rôle précédent est un rôle triennal, l'exercice supplémentaire auquel il s'applique est assimilé au troisième exercice d'un tel rôle. ».

36. L'article 74 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot « mai », du mot « suivant ».

37. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 74, du suivant :

« **74.1** Dans les trois mois qui précèdent le début de chacun des deuxième et troisième exercices financiers auxquels s'applique un rôle triennal, le greffier de la corporation municipale doit donner un avis mentionnant que toute plainte concernant le rôle, au motif que l'évaluateur n'a pas effectué une modification qu'il aurait dû y apporter en vertu de l'article 174 en raison d'un événement survenu depuis le

1^{er} mai précédent, doit être déposée avant le 1^{er} mai de cet exercice au moyen de la formule prescrite, sous peine de rejet, à n'importe quel endroit où peut être déposée une demande de recouvrement d'une petite créance conformément au livre huitième du Code de procédure civile. ».

38. L'article 75 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le nombre « 73 », de « ou 74.1 ».

39. L'article 76 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « fait », des mots « ou, dans le cas d'un rôle triennal, au début du premier des exercices pour lesquels il est fait » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « toute la durée de cet exercice » par les mots « tout exercice pour lequel il est fait ».

40. L'article 77 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « pour lequel le rôle est fait » par les mots « au cours duquel le rôle entre en vigueur ».

41. L'article 100 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« Une division peut être formée d'un seul membre pour décider des autres plaintes que celles qui portent sur une unité d'évaluation ou sur une place d'affaires ou un local dont la valeur foncière ou locative, respectivement, qui est inscrite au rôle est égale ou supérieure à la valeur fixée par règlement du ministre. Ce membre doit être un avocat, un notaire ou une personne qui a le droit d'agir comme évaluateur d'une municipalité en vertu de l'article 22. ».

42. L'article 108 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **108.** Sauf si la plainte porte sur une unité d'évaluation ou sur une place d'affaires ou un local dont la valeur foncière ou locative, respectivement, qui est inscrite au rôle est égale ou supérieure à la valeur fixée par règlement du ministre, le Bureau siège dans le territoire municipal où est situé l'immeuble. ».

43. L'article 110 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **110.** Lorsque la plainte porte sur une unité d'évaluation ou sur une place d'affaires ou un local dont la valeur foncière ou locative, respectivement, qui est inscrite au rôle est égale ou supérieure à la valeur fixée par règlement du ministre, le secrétaire de la section ou la personne qu'il autorise à cette fin dresse et signe le procès-verbal de chaque audience et le verse au dossier de l'affaire qui en fait l'objet. ».

44. L'article 114 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **114.** Lorsque la plainte porte sur une unité d'évaluation ou sur une place d'affaires ou un local dont la valeur foncière ou locative, respectivement, qui est inscrite au rôle est égale ou supérieure à la valeur fixée par règlement du ministre, les dépositions sont sténographiées, sténotypées ou enregistrées, à moins que les parties ne renoncent à leur droit d'en appeler de la décision. La renonciation doit être écrite ou être consignée au procès-verbal. ».

45. L'article 118 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **118.** Sauf si la plainte porte sur une unité d'évaluation ou sur une place d'affaires ou un local dont la valeur foncière ou locative, respectivement, qui est inscrite au rôle est égale ou supérieure à la valeur fixée par règlement du ministre, les seuls frais auxquels le plaignant peut être condamné en vertu de l'article 115 sont les frais de sténographie, de sténotypie ou d'enregistrement des dépositions et les frais de transcription de celles-ci, le cas échéant. ».

46. L'article 120 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **120.** Lorsqu'une plainte porte sur une unité d'évaluation ou sur une place d'affaires ou un local dont la valeur foncière ou locative, respectivement, qui est inscrite au rôle est égale ou supérieure à la valeur fixée par règlement du ministre, la décision du Bureau doit être motivée soit par écrit, soit verbalement séance tenante, et être consignée au procès-verbal. ».

47. L'article 130 de cette loi est modifié par l'insertion, après le mot « mai », des mots « suivant l'entrée en vigueur du rôle ».

48. L'article 131 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « soit expédié après le dernier jour de février » par les mots « pour l'exercice au cours duquel le rôle entre en vigueur soit expédié après le dernier jour du mois de février de cet exercice ».

49. L'article 131.1 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'un rôle triennal, les dates mentionnées au premier alinéa sont celles qui sont comprises dans le premier exercice auquel le rôle s'applique et l'avis d'évaluation et la demande de compensation visés à cet alinéa sont ceux qui concernent l'évaluation applicable et la compensation payable pour cet exercice. ».

50. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 131.1, du suivant :

« **131.2** Une plainte peut être déposée avant le 1^{er} mai dans le cas où elle est motivée par le fait que l'évaluateur n'a pas effectué une modification au rôle qu'il est tenu de faire en vertu de l'article 174 en raison d'un événement survenu depuis l'expiration du délai accordé au plaignant pour déposer une plainte au cours de l'année précédente. ».

51. L'article 147 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit : « Dans le cas d'un rôle triennal, le facteur utilisé est celui qui est établi pour le premier des exercices financiers auxquels le rôle s'applique. ».

52. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 147, du suivant :

« **147.1** Le Bureau doit préciser à quelle date prend effet la modification au rôle qu'il décide d'apporter. ».

53. L'article 151 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « Entre la date du dépôt du rôle et le 1^{er} mai suivant, l'évaluateur » par « L'évaluateur ».

54. L'article 156 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « , entre la date du dépôt du rôle et la fin de l'exercice financier pour lequel il est fait, ».

55. L'article 169 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du nombre « 147 » par le nombre « 147.1 ».

56. L'article 170 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du nombre « 147 » par le nombre « 147.1 ».

57. L'article 174 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe 17°, du point par un point-virgule ;

2° par l'addition, après le paragraphe 17°, des suivants :

« 18° refléter l'augmentation ou la diminution de valeur d'une unité d'évaluation découlant du fait qu'un service d'aqueduc ou d'égout devient ou cesse d'être disponible dans le voisinage d'un immeuble faisant partie de l'unité ;

« 19° refléter l'augmentation ou la diminution de valeur d'une unité d'évaluation découlant du fait que des règles municipales d'aménagement du territoire ou d'urbanisme ou des règles de zonage agricole commencent à s'appliquer à un immeuble faisant partie de l'unité ou cessent de le faire ou sont modifiées. ».

58. L'article 175 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « ou 12° » par « , 12°, 18° ou 19° ».

59. L'article 177 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 5°, de « et 16° » par « , 16°, 18° et 19° ».

60. L'article 178 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **178.** Lorsqu'une modification faite en vertu de l'article 174 a effet à compter d'une date antérieure à l'entrée en vigueur du rôle, l'évaluateur doit modifier également le rôle en vigueur à cette date au moyen d'un certificat distinct et, le cas échéant, tenir compte des conditions du marché ayant servi à établir les valeurs inscrites à ce rôle ainsi que de la proportion des valeurs réelles représentée par ces valeurs inscrites. ».

61. L'article 182 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« La modification découlant d'une plainte a effet depuis la date fixée dans la décision ou le jugement. Celle qui découle d'un recours en cassation ou en nullité a effet depuis la date fixée dans le jugement ou, à défaut, depuis le jour de l'entrée en vigueur du rôle. ».

62. L'article 183 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du paragraphe 4°, des

mots « et une requête en correction d'office peut être faite jusqu'à l'expiration de ce délai ».

63. L'article 185 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Une municipalité assujettie au régime des rôles triennaux fait confectionner le rôle de la valeur locative tous les trois ans pour trois exercices financiers municipaux consécutifs, au bénéfice des corporations municipales qui ont adopté la résolution. Les exercices pour lesquels est fait le rôle de la valeur locative triennal d'une corporation municipale sont les mêmes que ceux pour lesquels est fait son rôle d'évaluation foncière triennal. La date mentionnée aux premier et sixième alinéas est celle qui est comprise dans l'exercice précédant le premier des exercices pour lesquels le rôle de la valeur locative doit être fait ou cesser de l'être, selon le cas. ».

64. L'article 186 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **186.** La Communauté urbaine de Montréal fait confectionner par son évaluateur, tous les trois ans et pour trois exercices financiers municipaux consécutifs, le rôle de la valeur locative devant servir aux fins de la taxe d'affaires de chaque corporation municipale qui en fait partie et dans le territoire de laquelle se trouve une place d'affaires. Ces exercices sont les mêmes que ceux pour lesquels est fait le rôle d'évaluation foncière de la corporation. ».

65. L'article 204 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 14° par le suivant :

« 14° un immeuble appartenant à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), à un centre d'accueil visé à l'article 12 de cette loi ou à une coopérative ou à un organisme à but non lucratif qui est titulaire d'un permis de service de garde en garderie, en jardin d'enfants ou en halte-garderie ou d'un permis d'agence de services de garde en milieu familial délivré en vertu de la Loi sur les services de garde à l'enfance (L.R.Q., chapitre S-4.1); ».

66. L'article 208 de cette loi est modifié par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant :

« Les deuxième et troisième alinéas ne s'appliquent pas à un immeuble visé à l'un des paragraphes 1.2° et 13° à 17° de l'article 204. ».

67. L'article 210 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « immeuble », des mots « du gouvernement d'une autre province canadienne, ».

68. L'article 211 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

« Le montant est égal à celui qui était applicable pour l'exercice financier précédant l'entrée en vigueur du rôle, augmenté ou diminué d'un pourcentage correspondant à celui de l'augmentation ou de la diminution de la valeur moyenne des terrains inscrits au rôle lors de son dépôt par rapport à la valeur moyenne des terrains inscrits au rôle précédent lors de son dépôt. »;

2° par l'insertion, dans la deuxième ligne du troisième alinéa et après le mot « générale », des mots « pour l'exercice au cours duquel le rôle entre en vigueur ».

69. L'article 231.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes du premier alinéa, de « 100 000 \$. Aux fins du présent alinéa, la valeur de l'immeuble est celle inscrite au rôle, multipliée par le facteur établi par le ministre en vertu de l'article 264 » par « le produit obtenu lorsqu'on multiplie par la proportion médiane du rôle, établie pour le premier des exercices auxquels il s'applique s'il est triennal, la valeur fixée par règlement du ministre ».

70. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 231.1, de ce qui suit:

« § 6.—*Camps de piégeage*

« **231.2** Est exempt de taxe foncière municipale ou scolaire, pour la partie de sa valeur qui n'excède pas 15 000 \$, tout camp de piégeage qui est situé dans une réserve à castors ou sur une terre domaniale allouée à des fins de piégeage et qui appartient à un Indien, au sens prévu par règlement du gouvernement, pratiquant une activité de piégeage reconnue par la communauté autochtone ou la personne que ce règlement autorise à accorder une telle reconnaissance. ».

71. L'article 236 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les treizième et quatorzième lignes du paragraphe 1°, de « y compris un centre d'accueil visé à l'article 12 de cette loi » par « un centre d'accueil visé à l'article 12 de cette loi, une famille d'accueil au sens de cette loi ».

72. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 244, de ce qui suit :

« SECTION III.1

- TARIFICATION

« **244.1** Dans la mesure où le gouvernement le permet, toute corporation municipale peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses biens, services ou activités sont financés au moyen d'un mode de tarification.

Elle peut, de la même façon, prévoir qu'est ainsi financée tout ou partie de la quote-part ou d'une autre contribution dont elle est débitrice pour un bien, un service ou une activité d'une autre corporation municipale, d'une municipalité régionale de comté, d'une communauté, d'une régie intermunicipale ou d'un autre organisme public intermunicipal.

« **244.2** Toute source de recettes autre qu'une taxe basée sur la valeur foncière ou locative des immeubles ou des places d'affaires constitue un mode de tarification.

Sont notamment des modes de tarification :

1° une taxe foncière basée sur une autre caractéristique de l'immeuble que sa valeur, comme sa superficie, son étendue en front ou une autre de ses dimensions ;

2° une compensation exigée du propriétaire ou de l'occupant d'un immeuble ;

3° un prix exigé de façon ponctuelle ou sous forme d'abonnement pour l'utilisation d'un bien ou d'un service.

« **244.3** Le mode de tarification doit être équitable, compte tenu du bénéfice reçu par le débiteur.

Le bénéfice est reçu non seulement lorsque le débiteur ou son dépendant utilise réellement le bien ou le service ou profite de l'activité mais aussi lorsque le bien ou le service est à sa disposition ou que l'activité est susceptible de lui profiter éventuellement. Cette règle s'applique également, compte tenu des adaptations nécessaires, dans le cas d'un bien, d'un service ou d'une activité qui profite ou est susceptible de profiter non pas à la personne en tant que telle mais à l'immeuble dont elle est propriétaire ou occupant.

L'extension donnée par le deuxième alinéa au sens de l'expression « bénéfice reçu » ne s'applique pas si le mode de tarification est un prix exigé de façon ponctuelle pour l'utilisation du bien ou du service.

«**244.4** Le mode de tarification n'est pas inéquitable du seul fait que les recettes qu'il produit excèdent les dépenses attribuables au bien, au service ou à l'activité, si l'excédent est raisonnable et justifié par des motifs de saine administration comme la nécessité de normaliser la demande, de tenir compte de la concurrence, de donner préséance aux habitants et aux contribuables du territoire de la corporation parmi les bénéficiaires et de préparer l'éventuel remplacement des biens ou, dans le cas où le mode est un prix exigé de façon ponctuelle lors de l'utilisation d'un bien ou d'un service, si l'excédent est dû à une utilisation plus fréquente que prévu.

«**244.5** Le règlement peut prévoir des catégories de biens, de services, d'activités, de quotes-parts, de contributions ou de bénéficiaires, combiner des catégories et édicter des règles différentes selon les catégories ou combinaisons.

Il peut notamment prévoir que :

1° la tarification est utilisée à l'égard d'une catégorie ou d'une combinaison et non à l'égard d'une autre ;

2° la tarification est combinée, de la façon qu'il détermine, à tout autre mode de financement prévu par une autre disposition législative applicable, cette mixité pouvant être utilisée à l'égard d'une catégorie ou d'une combinaison et non à l'égard d'une autre ou pouvant être différente selon les catégories ou combinaisons ;

3° le mode de tarification applicable est différent selon les catégories ou combinaisons ;

4° la règle de calcul de la somme payable conformément au mode de tarification est différente selon les catégories de bénéficiaires, qu'il s'agisse du taux de la taxe, du montant de la compensation, du prix d'utilisation ou de toute autre base.

«**244.6** Le règlement peut prévoir l'utilisation d'instruments de mesure pour permettre le calcul du montant à payer et prévoir les règles relatives à l'installation, à l'entretien et à la consultation de ces instruments et les conséquences d'un manquement à ces règles, notamment quant à l'établissement d'un montant payable par le débiteur pour lequel les instruments ne peuvent remplir leur fonction.

«**244.7** Toute compensation exigée d'une personne en vertu de la présente section, en raison du fait qu'elle est propriétaire d'un immeuble est assimilée à une taxe foncière imposée sur celui-ci.

«**244.8** Sous réserve de l'article 244.7, le règlement peut prévoir les modalités de perception du montant payable en vertu de la présente section.

À défaut, les règles relatives à la perception des taxes ou des compensations qui sont prévues par la loi s'appliquent aux taxes ou aux compensations imposées en vertu de la présente section.

«**244.9** Les articles 244.1 à 244.8 s'appliquent malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale. ».

73. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 250, du suivant :

«**250.1** La corporation municipale peut décréter qu'une pénalité est ajoutée au montant des taxes qui demeure impayé à l'expiration du délai fixé dans la demande de paiement.

La pénalité ne peut excéder 5 % du montant impayé. ».

74. L'article 253.9 de cette loi, édicté par l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1987, est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, de « et 231.1 » par « ,231.1 et 231.2 ».

75. L'article 253.11 de cette loi, édicté par l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1987, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Ils ne s'appliquent pas à une corporation municipale dont le rôle est triennal. ».

76. L'article 253.26 de cette loi, édicté par l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1987, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

« Ils ne s'appliquent pas à une corporation municipale dont le rôle est triennal, sauf à l'égard du solde des taxes foncières imposées en fonction d'un rôle annuel de la corporation et dont le paiement a été étalé conformément à ces articles. ».

77. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 253.26 édicté par l'article 5 du chapitre 69 des lois de 1987, de ce qui suit :

«SECTION IV.3

«ÉTALEMENT DE LA HAUSSE OU DE LA BAISSÉ DES VALEURS IMPOSABLES
DÉCOULANT DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR D'UN RÔLE TRIENNAL

«**253.27** Toute corporation municipale dont le rôle est triennal peut prévoir l'étalement, conformément à la présente section, de la hausse ou de la baisse des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle.

La résolution doit être adoptée après le dépôt du rôle et avant l'adoption du budget du premier exercice auquel il s'applique. La résolution s'applique, le cas échéant, à la fois au rôle d'évaluation foncière et au rôle de la valeur locative de la corporation et aux taxes basées sur les valeurs imposables inscrites à l'un et à l'autre.

Elle a effet aux fins des exercices financiers auxquels s'applique le rôle qu'elle vise. Elle ne peut être abrogée après l'adoption du budget du premier de ces exercices.

Dans le cas d'une corporation municipale dont le territoire est compris dans celui d'une Communauté et dans le cas d'une autre corporation dont la population est de 5 000 habitants ou plus, l'étalement s'applique de plein droit aux fins des exercices financiers auxquels s'applique tout rôle triennal entrant en vigueur le 1^{er} janvier 1991 ou après cette date.

«**253.28** Est admissible à l'étalement toute unité d'évaluation dont la valeur imposable inscrite au rôle visé, comme il existe à la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 pour le premier exercice, est différente de sa valeur imposable inscrite au rôle applicable lors de l'exercice précédent, comme il existait à la fin de cet exercice compte tenu des modifications qui lui ont été apportées avant la date de la confection de ce compte.

Pour l'application du premier alinéa, on ne tient pas compte de la valeur de tout ou partie d'un immeuble qui a été soustrait de l'unité ou qui y a été ajouté par une modification faite au rôle visé en vertu du paragraphe 6° ou 7° de l'article 174, à moins que cette modification n'ait également effet à l'égard du rôle applicable lors de l'exercice précédent.

Lorsqu'une unité inscrite au rôle visé résulte du regroupement de plusieurs unités entières inscrites au rôle applicable lors de l'exercice précédent, la somme des valeurs imposables de celles-ci est assimilée à la valeur imposable, pour l'exercice précédent, de l'unité résultant du regroupement.

Lorsque le dégrèvement prévu par la section IV.1 s'est appliqué aux taxes foncières imposées pour l'exercice précédent à une unité inscrite au rôle visé, est assimilée à sa valeur imposable pour cet exercice la valeur fictive qui a servi au calcul du dégrèvement ou celle qui aurait servi si les modifications, apportées au rôle applicable lors de cet exercice après la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 pour cet exercice et avant celle de la confection de ce compte pour le premier exercice auquel s'applique le rôle visé, avaient été apportées avant la première date.

«**253.29** N'est pas admissible à l'étalement l'unité d'évaluation qui résulte de la division d'une unité inscrite au rôle applicable lors de l'exercice précédant le premier exercice auquel s'applique le rôle visé.

«**253.30** L'étalement de la hausse ou de la baisse de la valeur imposable de l'unité d'évaluation admissible consiste dans l'utilisation, aux fins du calcul des taxes imposées pour les deux premiers exercices financiers auxquels s'applique le rôle visé, d'une valeur ajustée au lieu de la valeur imposable inscrite au rôle.

La valeur ajustée est égale, dans le cas d'une hausse, à la somme des valeurs mentionnées aux paragraphes 1° et 2° et, dans le cas d'une baisse, à la différence obtenue lorsqu'on soustrait la valeur mentionnée au paragraphe 2° de celle mentionnée au paragraphe 1° :

1° la valeur imposable réelle ou assimilée de l'unité, pour l'exercice précédant le premier de ceux auxquels s'applique le rôle visé, établie conformément à l'article 253.28;

2° la valeur égale au tiers ou aux deux tiers, selon qu'il s'agit de calculer la valeur ajustée pour le premier ou le deuxième exercice, de la différence de valeur calculée conformément à l'article 253.28.

Lorsque le rôle visé n'est fait que pour deux exercices financiers dans le cas prévu à l'article 72.1, la valeur ajustée n'est utilisée qu'aux fins du calcul des taxes imposées pour le premier et la proportion de la différence de valeur visée au paragraphe 2° du deuxième alinéa est la moitié plutôt que le tiers ou les deux tiers.

«**253.31** Lorsqu'une modification au rôle est apportée après la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 pour le premier exercice et qu'elle a effet à compter de cette date ou d'une date antérieure, les articles 253.28 à 253.30 s'appliquent à nouveau comme si la modification avait été apportée à la date où elle a effet. La règle prévue au présent alinéa s'applique également lorsqu'un nouveau rôle est déposé en remplacement d'un rôle cassé ou déclaré nul.

Lorsqu'une modification au rôle est apportée après la date de la confection du compte mentionné au premier alinéa et qu'elle a effet à compter d'une date postérieure à celle-ci :

1° la valeur ajustée originalement établie conformément aux articles 253.28 à 253.30 ou, selon le cas, au premier alinéa du présent article est remplacée par une nouvelle valeur ajustée représentant la somme de la valeur ajustée originale et du gain de valeur imposable apporté par la modification, sauf dans un cas visé au paragraphe 2° ou 3° ;

2° la valeur ajustée originalement établie conformément aux dispositions mentionnées au paragraphe 1° est remplacée par une nouvelle valeur ajustée représentant la différence obtenue lorsqu'on soustrait de la valeur ajustée originale la perte de valeur imposable apportée par la modification, dans le cas où la valeur ajustée originale a été établie à la suite d'une baisse de valeur imposable et où la modification consiste également dans une telle baisse ;

3° la valeur ajustée originalement établie conformément aux dispositions mentionnées au paragraphe 1° est remplacée par la valeur imposable inscrite au rôle à la suite de la modification, dans le cas où la valeur ajustée originale a été établie à la suite d'une hausse de valeur imposable et où la modification consiste dans une baisse de valeur imposable.

Lorsque la modification visée au deuxième alinéa prend effet au cours du premier exercice, le remplacement de la valeur ajustée originale de celui-ci prend effet en même temps que la modification et le remplacement de celle du deuxième exercice prend effet au début de ce dernier. Lorsque cette modification prend effet au cours du deuxième exercice, le remplacement de la valeur ajustée originale de celui-ci prend effet en même temps que la modification.

Dans le calcul de tout supplément ou remboursement de taxes foncières en vertu de l'article 245, on doit tenir compte de l'application de l'article 253.30 et des trois premiers alinéas du présent article, le cas échéant.

« **253.32** L'évaluateur doit, au cours de la période mentionnée au deuxième alinéa de l'article 253.27, établir ce que seraient les différences de valeur visées à l'article 253.28 si à cet article :

1° la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 pour le premier exercice était remplacée par la date du dépôt du rôle triennal ;

2° la fin de l'exercice précédant le premier exercice était remplacée par la veille du dépôt du rôle triennal.

L'évaluateur n'est tenu d'appliquer le quatrième alinéa de l'article 253.28 que si les valeurs fictives y visées lui ont été communiquées en temps utile.

L'évaluateur transmet les différences de valeur qu'il a établies à la municipalité; celle-ci peut les communiquer à toute corporation municipale qui lui en fait la demande.

« **253.33** Les articles 253.27 à 253.32 s'appliquent à toute unité d'évaluation dont la valeur imposable est établie conformément à l'un des articles 211, 214, 231.1 et 231.2 de la présente loi et 33 de la Loi sur les biens culturels.

Toutefois, ils ne s'appliquent pas à une unité dont la valeur imposable augmente ou diminue, d'un exercice à l'autre, en raison de l'application du deuxième alinéa de l'article 217 ou parce qu'une disposition énumérée au premier alinéa cesse de s'y appliquer ou commence à le faire.

« **253.34** Les articles 253.27 à 253.32 s'appliquent à toute unité d'évaluation non imposable à l'égard de laquelle doit être payée une somme prévue à l'article 205, au premier alinéa de l'article 208 ou à l'un des articles 210 et 254.

Pour l'application des articles 253.27 à 253.32 à cette unité, sa valeur non imposable est assimilée à une valeur imposable, la somme payable à son égard est assimilée à une taxe foncière et la première demande de paiement de cette somme pour l'exercice financier est assimilée au compte de taxes foncières prévu à l'article 81.

Les articles 253.27 à 253.32 ne s'appliquent pas à toute autre unité d'évaluation dont la valeur, d'un exercice à l'autre, cesse d'être non imposable ou commence à l'être.

« **253.35** Les articles 253.27 à 253.34 s'appliquent malgré toute disposition inconciliable d'une loi générale ou spéciale ou d'un règlement pris en vertu d'une telle loi.

Ils ne s'appliquent pas à l'égard des taxes scolaires perçues par une corporation municipale ou une municipalité. ».

78. L'article 262 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 8°, du suivant:

« 8.1° définir le mot « Indien » et autoriser une communauté autochtone ou une personne à reconnaître une activité de piégeage pour l'application de l'article 231.2; ».

79. L'article 263 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, à la fin du paragraphe 8°, du point par un point-virgule;

2° par l'addition, après le paragraphe 8°, des suivants:

« 9° fixer la valeur foncière ou locative qui, selon que la valeur inscrite au rôle d'une unité d'évaluation, d'une place d'affaires ou d'un local faisant l'objet d'une plainte y est égale ou supérieure ou y est inférieure, sert à déterminer si une règle prévue à l'article 100, 108, 110, 114, 118 ou 120 s'applique ou non;

« 10° fixer la valeur qui, multipliée par la proportion médiane du rôle, constitue le maximum de la valeur imposable d'un presbytère visé à l'article 231.1. ».

80. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 263, du suivant:

« **263.1** Tout règlement pris en vertu de l'article 262 ou 263 peut édicter des règles différentes selon le caractère annuel ou triennal du rôle et selon l'exercice financier visé parmi ceux auxquels s'applique un rôle triennal. ».

81. L'article 264 de cette loi est modifié:

1° par l'addition, à la fin du huitième alinéa, de ce qui suit: « Dans le cas d'un rôle triennal, la proportion médiane et le facteur ainsi inscrits sont ceux qui sont établis pour le premier des exercices financiers auxquels s'applique le rôle. »;

2° par l'addition de l'alinéa suivant:

« Dans le cas d'un rôle triennal, à moins d'une mention indiquant que la proportion médiane et le facteur visés sont ceux qui sont établis pour le premier des exercices financiers auxquels s'applique le rôle, tout renvoi à la proportion médiane ou au facteur du rôle vise ceux qui sont établis pour chaque exercice considéré lors de l'application de la disposition contenant le renvoi. ».

82. L'article 584 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, de « le 1^{er} janvier 1989 » par « à la date que le ministre peut fixer par règlement ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LA VILLE DE LAVAL

83. L'article 105 de la Loi sur la Société de transport de la Ville de Laval (1984, chapitre 42), modifié par l'article 129 du chapitre 27 des lois de 1985, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **105.** Le programme adopté et approuvé doit être transmis aux ministres des Affaires municipales et des Transports au plus tard le 31 octobre précédant le début du premier exercice financier qu'il vise. ».

84. L'article 106 de cette loi, modifié par l'article 130 du chapitre 27 des lois de 1985, est remplacé par le suivant:

« **106.** Lorsqu'il est transmis au ministre des Affaires municipales, tout emprunt prévu à l'article 94 et relatif à des immobilisations en matière de transport en commun doit, pour être approuvé, être accompagné d'un écrit du ministre des Transports autorisant ces immobilisations. ».

LOI SUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE LA RIVE SUD DE
MONTRÉAL

85. L'article 99 de la Loi sur la Société de transport de la rive sud de Montréal (1985, chapitre 32) est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du paragraphe 5° du premier alinéa, des mots « et approuvé par le ministre des Transports ».

86. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 100, du suivant:

« **100.1** Lorsque le critère de répartition des déficits visés à l'article 98 est la richesse foncière uniformisée et que les rôles d'évaluation de toutes les municipalités devant contribuer au paiement de ces déficits sont triennaux, on utilise, dans le cas du déficit de chacun des premier et deuxième exercices financiers auxquels s'applique le rôle de la municipalité, sa richesse foncière uniformisée établie pour le premier exercice et ajustée.

On détermine cette richesse ajustée en utilisant, au lieu de leurs valeurs inscrites au rôle, les valeurs ajustées qui s'appliqueraient à certaines unités d'évaluation, aux fins de l'imposition des taxes foncières et des compensations qui en tiennent lieu pour ce premier ou deuxième exercice, selon le cas, en vertu des articles 253.27 à 253.34 de la Loi sur la fiscalité municipale, si à l'article 253.28 de cette loi:

1° la date de la confection du compte de taxes foncières prévu à l'article 81 de cette loi pour le premier exercice était remplacée par la date du dépôt du rôle triennal;

2° la fin de l'exercice précédant le premier exercice était remplacée par la veille du dépôt du rôle triennal.

Pour la répartition du déficit du troisième exercice auquel s'applique le rôle triennal de la municipalité, on utilise sa richesse foncière uniformisée établie pour le premier exercice, à la date du dépôt du rôle, et non ajustée. ».

87. L'article 131 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « 30 septembre » par « 31 octobre »;

2° par la suppression du troisième alinéa.

88. L'article 132 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **132.** Lorsqu'il est transmis au ministre des Affaires municipales, tout règlement d'emprunt de la Société relatif à des immobilisations en matière de transport en commun doit, pour être approuvé, être accompagné d'un écrit du ministre des Transports autorisant ces immobilisations. »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « Toutefois, la » par le mot « La ».

89. L'article 168 de cette loi est abrogé.

LOI SUR L'ORGANISATION TERRITORIALE MUNICIPALE

90. L'article 119 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (1988, chapitre 19) est modifié:

1° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit: « Dans le cas de rôles triennaux, les proportions médianes utilisées sont celles qui sont établies pour le premier des exercices financiers auxquels ils s'appliquent. »;

2° par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant:

« Les premier et deuxième alinéas ne s'appliquent pas lorsque les rôles triennaux de deux municipalités demanderesse ne sont pas

synchronisés ou lorsque l'exercice financier au cours duquel le décret entre en vigueur constitue à la fois l'exercice auquel s'applique le rôle annuel d'une municipalité demanderesse et le deuxième ou le troisième auquel s'applique le rôle triennal d'une autre. » ;

3° par le remplacement, dans la troisième ligne du quatrième alinéa, des mots « l'exercice » par les mots « tout exercice ».

91. L'article 171 de cette loi est modifié :

1° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de ce qui suit : « Dans le cas de rôles triennaux, les proportions médianes utilisées sont celles qui sont établies pour le premier des exercices financiers auxquels ils s'appliquent. » ;

2° par l'insertion, après le troisième alinéa, du suivant :

« Les trois premiers alinéas ne s'appliquent pas lorsque les rôles triennaux de deux municipalités dont le territoire est touché par l'annexion ne sont pas synchronisés ou lorsque l'exercice financier au cours duquel l'annexion entre en vigueur constitue à la fois l'exercice auquel s'applique le rôle annuel d'une de ces municipalités et le deuxième ou le troisième auquel s'applique le rôle triennal d'une autre. » ;

3° par le remplacement, dans la troisième ligne du quatrième alinéa, des mots « l'exercice » par les mots « tout exercice ».

APPLICATION DES RÈGLEMENTS PRIS EN VERTU DE LA LOI SUR LA FISCALITÉ MUNICIPALE

92. Dans le Règlement sur la forme et le contenu du rôle d'évaluation foncière, le processus de sa confection et de sa tenue à jour et la continuité des rôles successifs, tout renvoi à un rôle annuel ou à l'année du rôle est, dans le cas d'un rôle triennal, assimilé à un renvoi à ce dernier ou à l'ensemble des exercices financiers auxquels il s'applique.

Toutefois, à l'article 7 de ce règlement, la mention de l'exercice pour lequel le rôle est fait signifie uniquement le premier des exercices auxquels il s'applique.

93. Dans le cas d'une plainte à l'égard d'un rôle triennal, la mention de l'exercice financier visé dans une formule de plainte prescrite par le Règlement sur la forme ou le contenu minimal de divers documents relatifs à l'évaluation et à la fiscalité municipales signifie la mention de l'ensemble des exercices auxquels s'applique le rôle.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

94. La Communauté urbaine de Montréal est, à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), assujettie au régime des rôles d'évaluation triennaux.

Les rôles d'évaluation foncière et de valeur locative des municipalités membres de la Communauté faits pour l'exercice financier de 1989 sont des rôles triennaux applicables aux exercices de 1989, 1990 et 1991.

95. Toute autre municipalité au sens de la Loi sur la fiscalité municipale peut, par une résolution dont une copie est transmise au ministre des Affaires municipales, fixer l'exercice de 1989, de 1990 ou de 1991 comme premier exercice auquel s'applique le premier rôle triennal de toute corporation municipale au sens de cette loi qui est assujettie à sa compétence en matière d'évaluation. Cette résolution doit être adoptée avant le début de l'exercice choisi; si elle est adoptée après le dépôt du rôle fait pour cet exercice, elle a effet depuis la veille du dépôt.

L'exercice fixé par la municipalité doit être le même pour toutes les corporations municipales assujetties à sa compétence. Il s'applique à la fois au rôle d'évaluation foncière et au rôle de valeur locative de la corporation, le cas échéant.

À défaut d'une décision prise en vertu du premier alinéa, le premier exercice auquel s'applique le premier rôle triennal de toute corporation municipale assujettie à la compétence de la municipalité est celui de 1992.

La municipalité est assujettie au régime des rôles d'évaluation triennaux à compter de la dernière parmi les dates suivantes:

1° celle de la prise d'effet de la résolution visée au premier alinéa;

2° celle du lendemain du dépôt du rôle annuel fait pour l'exercice précédant celui fixé en vertu du premier alinéa ou par le troisième alinéa, selon le cas, comme premier exercice auquel s'applique le premier rôle triennal de toute corporation municipale assujettie à la compétence de la municipalité.

Toutefois, si la municipalité choisit l'exercice de 1989, elle est assujettie au régime des rôles d'évaluation triennaux à compter du (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*). Dans un tel cas, les rôles d'évaluation foncière et de valeur locative de toute corporation municipale assujettie à sa compétence faits pour cet exercice sont des rôles triennaux applicables aux exercices de 1989,

1990 et 1991. Pour choisir l'exercice de 1989, la municipalité doit adopter sa résolution avant le 1^{er} février 1989.

96. Le ministre des Affaires municipales peut autoriser une municipalité ou un organisme supramunicipal au sens de la section VIII.1 de la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (L.R.Q., chapitre R-16) à remplacer, dans un délai qu'il fixe, un budget, un règlement ou une résolution d'imposition de taxes ou un règlement, une résolution ou un autre acte portant répartition de dépenses entre municipalités qui a été fait ou adopté ou est entré en vigueur avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*), afin de tenir compte de l'effet de la présente loi.

Le ministre peut également décréter, à la demande d'une municipalité, qu'est uniformisé son rôle d'évaluation foncière ou son rôle de valeur locative applicable aux exercices de 1989, 1990 et 1991 par l'effet de l'article 94 ou du cinquième alinéa de l'article 95. Dans un tel cas, les valeurs inscrites au rôle sont censées remplacées par le produit de leur multiplication par le facteur du rôle établi à la suite de son dépôt, la nouvelle proportion médiane du rôle pour l'exercice de 1989 est censée être 100% et le nouveau facteur du rôle pour cet exercice est censé être 1.

97. Les articles 1, 5, 6, 10 à 14, 16, 19, 21 à 23, 28, 29, 85 et 86 ont effet à l'égard d'une répartition faite pour tout exercice financier à compter de celui de 1989.

Tout règlement ou décret pris en application des pouvoirs introduits par ces articles et mis en vigueur au cours de 1989 peut rétroagir au 1^{er} janvier 1989.

98. Le paragraphe 2° de l'article 3 et de l'article 4, les paragraphes 1° et 2° des articles 9 et 15, l'article 17, les paragraphes 1° et 2° des articles 20 et 24 et les articles 83 et 87 ont effet à l'égard de tout programme triennal d'immobilisations à compter de celui qui est fait pour les exercices financiers de 1989, 1990 et 1991.

Le paragraphe 3° des articles 9 et 15, l'article 18, le paragraphe 3° des articles 20 et 24, l'article 84 et le paragraphe 1° de l'article 88 ont effet à l'égard de tout règlement ou de toute résolution d'emprunt adopté à compter du 1^{er} janvier 1989.

99. Les articles 7, 8 et 89 à 91 ont effet le 1^{er} janvier 1989.

100. L'article 31 a effet à l'égard de tout rôle d'évaluation foncière ou locative à compter de celui de 1989-1990-1991 dans le cas d'une municipalité membre de la Communauté urbaine de Montréal et,

dans les autres cas, à compter du rôle annuel de 1990 ou du rôle triennal de 1990-1991-1992.

101. Les articles 41 à 46 ne s'appliquent pas à l'égard d'une plainte dont l'audition a commencé avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) ou pour laquelle la date ou le lieu d'audition a été communiqué à l'une des parties avant cette date.

102. Les articles 65, 66, 69, 71 et 72 ont effet aux fins de tout exercice financier à compter de celui de 1989.

Tout règlement ou décret pris en vertu de l'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale édicté par l'article 72 de la présente loi et mis en vigueur en 1989 peut rétroagir au 1^{er} janvier 1989.

103. Toute municipalité dont le rôle de 1989 est triennal en vertu de l'article 94 ou du cinquième alinéa de l'article 95 doit, pour se prévaloir à l'égard de ce rôle des articles 253.27 à 253.34 de la Loi sur la fiscalité municipale édictés par l'article 77 de la présente loi, adopter la résolution prévue à l'article 253.27 avant le 1^{er} février 1989.

Pour l'application de l'article 253.32, la période mentionnée au deuxième alinéa de l'article 253.27 est censée se terminer le 31 janvier 1989.

104. Jusqu'à ce que prenne effet un règlement du ministre des Affaires municipales pris en vertu du paragraphe 9° de l'article 263 de la Loi sur la fiscalité municipale modifié par l'article 79 de la présente loi, les valeurs foncière et locative qui sont censées être fixées par un tel règlement, pour l'application des articles 100, 108, 110, 114, 118 et 120 de la Loi modifiés ou remplacés par les articles 41 à 46 de la présente loi, sont respectivement de 500 000 \$ et de 50 000 \$.

105. Jusqu'à ce que prenne effet un règlement du ministre pris en vertu du paragraphe 10° de l'article 263 de la Loi sur la fiscalité municipale modifié par l'article 79 de la présente loi, la valeur qui est censée être fixée par un tel règlement, pour l'application de l'article 231.1 de la Loi modifié par l'article 69 de la présente loi, est de 200 000 \$.

106. Chacun des articles 92 et 93 cesse d'avoir effet le jour de l'entrée en vigueur de tout règlement pris après le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de la présente loi*) qui modifie ou remplace le règlement mentionné à cet article.

107. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).